

davantage de la crise québécoise et des problèmes économiques du pays, et les médias n'avaient d'yeux que pour le séparatisme et la réforme constitutionnelle. Des organismes comme le réseau CBC et la *Canadian Press*, qui avaient eu des correspondants à Moscou et aux Nations-Unies au cours des deux décennies précédentes, ramenèrent leurs équipes au pays pendant les années 1970. Ils se détournèrent du dossier atomique précisément au moment où la course aux armements nucléaires atteignait son paroxysme.

En 1978, les Nations-Unies ont tenu leur première Session extraordinaire sur le désarmement pour attirer l'attention du monde sur ce sujet trop peu traité et pour inciter les pays à agir. Les deux superpuissances avaient peu à offrir, mais le premier ministre canadien, M. Pierre Trudeau, proposa une "stratégie d'étouffement" qui suscita beaucoup d'intérêt parmi les *afficionados* du désarmement, car elle préconisait une solution pragmatique pour aller au delà de la simple limitation des armements. Les médias canadiens ont certes accordé une place de choix au discours de M. Trudeau, à cause du caractère extraordinaire de sa présence à l'ONU, mais ils ne se soucièrent pas vraiment d'analyser sérieusement sa proposition. Les quelques reportages qui furent effectués donnèrent à entendre que le désarmement était de toute manière une question faisant déjà l'unanimité, et les journalistes s'interrogèrent quant à savoir si elle intéressait qui que ce soit. De toute évidence, personne aux États-Unis n'écoutait ce que le Canada avait à dire: le *New York Times* accorda au discours de M. Trudeau deux paragraphes à la fin d'une longue colonne citant les propos usés d'Andrei Gromyko. Quand la Session extraordinaire de l'ONU prit fin le 8 juillet, on estima en général que les revendications nationales l'avaient sabordée; il faut dire, cependant, que les journaux de l'agence *Southam* et le rapport d'une autre agence firent état de la réorganisation de la Commission du désarmement à l'ONU et de l'entrée de la France et de la Chine dans cette tribune de négociations.

Au début des années 1970, les échanges diplomatiques sur le traité SALT II étaient passés au second plan, derrière les reportages sur la guerre du Viet-Nam. Les pourparlers SALT s'éternisèrent pendant toute la décennie, de sorte qu'à la signature du traité en juin 1979, les médias canadiens en firent à peine mention. Le *Chronicle-Herald* (Halifax) et *La Presse* (Montréal), par exemple se demandèrent si le traité avait vraiment fait avancer la cause de la paix et de la sécurité, étant donné que les deux camps conservaient malgré tout des milliers d'armes nucléaires. D'autres reporters ne manquèrent pas de souligner à quel point les acronymes utilisés à ce sujet étaient déroutants. Quelques articles parlèrent de la réaction négative du Congrès américain, mais la prise des otages en Iran, qui survint en novembre, eut tôt fait de monopoliser la faveur des médias, aux dépens des

accords SALT.

Toujours à l'automne de 1979, le Canada et ses alliés de l'OTAN ont dû prendre une des décisions les plus importantes de toute l'histoire de l'Organisation: il leur fallait statuer sur la proposition concernant le déploiement de missiles de croisière et Pershing II en Europe, à moins qu'on pût en arriver à une entente avec les Soviétiques au sujet de la réduction des euromissiles. C'était la fameuse décision dite "ambivalente" ou "de rattrapage".

À la faveur de notre analyse antérieure sur les articles parus dans les journaux canadiens au sujet de cette décision,<sup>4</sup> nous avons constaté que bien peu s'y étaient intéressés et que personne ne s'était soucié d'en examiner sérieusement les incidences politiques. La plupart des journaux canadiens y virent simplement un programme de modernisation militaire, comme les autorités de l'OTAN l'avaient présenté: un déploiement pour contrer la présence de missiles SS-20 en Europe par l'URSS. Aucun d'eux ne chercha à savoir pourquoi les Soviétiques avaient installé là leurs missiles SS-20 à l'origine. Seulement quelques articles mentionnèrent les dangers que les nouvelles armes de l'OTAN présentaient pour l'avenir des pourparlers sur la limitation des armements: la facilité de dissimuler le missile de croisière, et le temps de vol très court (ce qui en fait un élément de provocation) du Pershing II entre l'Europe occidentale et des objectifs militaires près de Moscou. Très peu de reporters se sont interrogés sur les raisons pour lesquelles ces déploiements suscitaient tant de discorde dans l'OTAN; enfin, pas un rédacteur ne posa la question de savoir quelle devait être l'attitude du Canada face à une pareille conjoncture, étant donné que le gouvernement Clark était résolu à se tenir à l'écart du débat.

Et pourtant, cette décision continue de nous hanter. Elle n'a pas incité les Soviétiques à conclure un accord sur la réduction des armes nucléaires à portée intermédiaire (INF) en Europe; en 1983, au contraire, ils se sont retirés des négociations qui portaient sur les armes stratégiques et les euromissiles. La décision de l'OTAN a redonné vie au mouvement pacifiste en Europe et mis à l'épreuve l'unité de l'Alliance. Et le gouvernement canadien s'en est finalement servi pour justifier les essais des missiles de croisière chez nous, même si cette question ne concernait techniquement qu'Ottawa et Washington.

Peu après, l'attention des médias s'est portée sur la réélection de M. Trudeau en 1980 et sur des événements internationaux tels que l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques, la crise des otages qui se poursuivait en Iran, les élections américaines et la lutte du mouvement Solidarité en Pologne. Pendant un colloque sur la question nucléaire, dans le cadre d'une conférence d'été organisée par les Sociétés savantes du Canada, Geoffrey Pearson, alors conseiller principal pour le désarmement et la limitation des armements,